

JEUDI 19 MARS 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = **Attention, un vent de faillites bancaires souffle en Europe** p.2
- = **Fausse vérités** p.4
- = **Les évènements s'accélèrent, le chaos approche** p.6
- = **Le 'Grexit' est-il pour ce weekend? 'La BCE se prépare à subir 95% de pertes sur ses obligations grecques'** p.13
- = **Un « Grexit » aurait « de graves conséquences » pour la zone euro, forts risques de contagion selon Moody's** p.13
- = **Japon, Europe, Etats-Unis : des années de flops économiques (Bill Bonner)** p.14
- = **Pourquoi le pétrole ne rebondit pas** p.17
- = **Grèce : faillite, bis repetita ?** p.18
- = **« SCANDALE ! La lutte contre le terrorisme n'est qu'un alibi puisque les non-résidents pourront payer jusqu'à 10 000 euros en espèces ! »** p.21
- = **Athènes fait passer une loi pour lutter contre la pauvreté... au nez et à la barbe de l'UE** p.26
- = **Et si tout le système financier frôlait la nationalisation tacite ?** p.28
- = **L'aubaine de la déflation** p.29
- = **Un camouflet pour les Etats-Unis: presque tous ses alliés occidentaux rejoignent la nouvelle banque de développement chinoise** p.37
- = **La mort annoncée des politiques** p.38
- = **Pétrole: «l'OPEP n'a d'autre choix que de maintenir inchangé sa production»** p.41
- = **Quand l'économie fait mentir les économistes (Bernard Mooney)** p.42
- = **Pétrole: après un bref sursaut, les prix rechutent** p.44



VIDÉOS du JOUR



La minute d'Olivier Delamarche : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/chroniques/olivier-delamarche/>

Partie 1 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/olivier-delamarche-vs-malik-haddouk-12-fed-remonter-les-taux-il-fallait-le-faire-plus-tot-1603-471750.html>

Partie 2 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/olivier-delamarche-vs-malik-haddouk-22-qu-en-est-il-de-la-paritac-euro-dollar-1603-471786.html>



La minute de Philippe Béchade : <http://youtu.be/kdiNPvN19Q8>

Partie 1 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/philippe-bacchade-vs-bernard-aybran-12-rachats-de-dettes-par-la-bce-racalitic-ou-utopia-1103-467643.html>

Partie 2 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/philippe-bechade-vs-bernard-aybran-22-comment-apprehender-le-ralentissement-de-la-croissance-chinoise-1103-467653.html>



La minute de Jacques Sapir : <http://youtu.be/L8JxqOOpQGw>

Partie 1 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/jacques-sapir-vs-jean-francois-robin-12-la-fed-va-t-elle-perdre-patience-1703-472726.html>

Partie 2 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/jacques-sapir-vs-jean-francois-robin-22-la-bce-pourra-t-elle-sortir-la-zone-euro-de-la-crise-1703-472734.html>



[Attention, un vent de faillites bancaires souffle en Europe](#)

Philippe Herlin www.goldbroker.fr/ Publié le 19 mars 2015

Nous parlons il y a deux semaines de la première application en Europe de la directive permettant la ponction des comptes bancaires, la "directive sur le redressement et la résolution des crises bancaires" (BRRD pour Bank Recovery and Resolution Directive). L'Autriche l'a mise en application pour Hypo Alpe Adria : après l'avoir nationalisée en 2009 et renfloué de 5,5 milliards d'euros, Vienne a décidé d'arrêter les frais en mettant la banque en liquidation. Mais cela se traduit par une perte sèche de 7,6 milliards d'euros

pour les créanciers et, déjà, l'un d'entre eux a fait faillite : la banque allemande Düsseldorfer Hypothesenbank, connue sous le nom de Düsselhyp.

Cette petite banque était très active sur le marché des Pfandbriefe (des obligations sécurisées très répandues en Allemagne), qui pèse 400 milliards d'euros. Pour éviter tout risque de déstabilisation, l'Association des banques privées (BdB) a décidé de prendre le contrôle de l'établissement en difficulté, via son fonds de sécurité des dépôts. L'incendie semble éteint, au moins pour le moment, mais notons juste en passant que le fonds de sécurité des dépôts a été sollicité alors que cette banque ne détient pas de comptes de particuliers... Ca sent la panique !

Autre alerte dans le petit et discret pays d'Andorre : le Trésor américain a ouvert une enquête contre la Banque privée d'Andorre (BPA) accusée de blanchiment, avec la menace de ne plus pouvoir effectuer d'opérations aux Etats-Unis sous 60 jours. Aussitôt l'autorité régulatrice bancaire d'Andorre annonçait qu'elle prenait le contrôle de la BPA. Dans la foulée, on apprenait que sa filiale à 100%, la Banco Madrid, déposait son bilan ! Cette banque privée gère 6 milliards d'euros d'actifs et compte 15.000 clients en Espagne, privés et institutionnels, ayant au moins 500.000 euros sur leur compte... A priori tout est perdu pour eux, une catastrophe.

BPA a un bilan de 3,1 milliards d'euros, soit presque le PIB d'Andorre (3,5 milliards). Le secteur bancaire représente globalement 6 fois le PIB du petit pays des Pyrénées. Difficulté supplémentaire : Andorre utilise l'euro... mais ne fait pas partie de la zone euro et ne peut donc pas compter sur la BCE et ses facilités de financement. Seul le budget de l'Etat andorran peut secourir les banques, autrement dit la faillite bancaire et étatique menace, avec les répercussions qui vont avec. Mais gageons que François Hollande, coprinced'Andorre on le rappelle, saura trouver une solution.

Enfin les banques grecques, elles, font de la cavalerie au bord du précipice : l'Etat se finance à en émettant des bons du Trésor à court terme, que les banques rachètent (elles n'ont pas le choix), et elles sont pour cela financées par le "mécanisme de fourniture de liquidité d'urgence" (ELA pour Emergency liquidity assistance) de la BCE. La Banque centrale européenne a ainsi plus de 60 milliards d'euros d'engagements envers ces banques de facto insolvables. Les déposants retirent leurs économies à grande vitesse, ils

anticipent, eux, clairement la faillite. La chute est peut être pour bientôt, à moins que l'Europe refasse un énième plan de sauvetage...

Notons le silence des grands médias sur ces faillites bancaires en Autriche, Allemagne, Andorre (avec à chaque fois un risque de contagion) et peut être en Grèce, mais c'est vrai, surtout n'effrayons pas l'épargnant européen !

La reproduction, intégrale ou partielle, est autorisée dès lors que "www.GoldBroker.fr/ tous droits réservés" est mentionné accompagné d'un lien vers cette page.

Fausses vérités



James Howard Kunstler
Kunstler.com

Publié le 19 mars 2015

Plus rien n'est stable, plus rien n'est simple, tout est fixé, et rien n'est fixé. Ô nations d'aide-serveurs et d'hôtes Walmart, éveillez-vous et chantez !

Un Empire peut-il s'effondrer sous le poids de la crédulité ? Suite à la publication du rapport de vendredi dernier, j'en suis persuadé. Pour une culture qui se prélassait tant dans des analystes statistiques (et dans l'idée fautive qu'en mesurant suffisamment de choses, il soit possible de les contrôler), je trouve assez époustouflant que nous ne soucions que très peu de savoir si ces unités de mesure sont ou non véridiques. Ainsi, un économiste comme Paul Krugman pourrait se demander pourquoi les taux d'intérêt proches de zéro ne sont visibles que là où sont vendus des hamburgers. Il en a d'ailleurs remis une couche lundi dans sa chronique en faisant l'éloge de la « croissance de l'emploi » et que la situation est désormais « repartie comme en 1995 ». Ce sont les hommes comme lui qui enfoncez notre pays dans un trou à rats plus vite encore que vous pourriez prononcer Romulus Augustus.

Il semblerait que le Bureau américain des statistiques de l'emploi soit passé outre le bain de sang de l'industrie pétrolière, notamment à Fracturation-ville, où le dernier phénomène en date est l'apparition d'un campement et de bars à striptease fantômes. Nous avons assisté à une fièvre hémorragique de licenciements : 9.000 ici, 7.000 là, quelques autres milliers partout ailleurs - Halliburton, Schlumberger, Baker Hughes – une véritable épidémie d'Ebola sur le secteur pétrolier. Sans parler de l'effondrement des dépenses de capital, qui laisse supposer davantage de pertes d'emploi à venir. Mais personne ne

s'en rend compte, peut-être parce que tout le monde est à Ruby Tuesdays occupé à manger des plats plus gros que sa tête. Les portions servies sont-elles de plus en plus petites, ou est-ce leurs têtes qui rétrécissent ?

La finance est quelque chose de compliqué, mais pas aussi compliqué que les sorciers qu'elle emploie voudraient vous faire croire. Ils aimeraient vous convaincre qu'elle est plus complexe encore que la physique des particules, alors qu'elle n'est en réalité rien de plus qu'une routine de bonneteau. Les taux d'intérêt à zéro pourcent et le QE, par exemple, peuvent être définis par la simple volonté de créer quelque chose à partir de rien, ou de viser la prospérité sans rien créer qui ait de la valeur. Pas trop difficile à comprendre, vous ne trouvez pas ? Jusqu'à ce que les équipes économiques ne viennent déguiser la vérité en martingales métaphysiques et que vous ne vous retrouviez perdu dans une brume mystique.

Plus inquiétant encore est l'échec de toutes les personnes d'autorité à nier publiquement les vagues de mensonges qui s'abattent sur notre Etat mourant, qui accélère ainsi sa mort à coup de fausses vérités. La loi du « tout peut arriver et plus rien de compte » est une loi mortelle, et plus elle sera inondée de mensonges, plus ses conséquences seront perverses et destructrices. Plus nos dirigeants mentiront au sujet de notre comportement bancaire – notamment pour ce qui concerne la Réserve fédérale – plus les devises seront instables. Plus les banquiers centraux interviennent sur le mécanisme de découverte des prix, moins les marchés refléteront la réalité. Plus le Bureau américain des statistiques de l'emploi nous mentira, plus la colère de ceux qui ne peuvent plus se permettre de nourrir leurs enfants sera grande.

Un économiste du nom de Richard Duncan a émis l'idée la semaine dernière que le quantitative easing puisse perdurer indéfiniment à la manière d'une chaîne infinie d'auto-annulation de la dette. Les gouvernements dépensent de l'argent qu'ils n'ont pas et ne peuvent lever, vendent des obligations à des « investisseurs », rachètent leurs propres obligations et les conservent dans un coffre de manière à ce qu'elles ne puissent plus voir la lumière du Soleil et jusqu'à ce qu'elles deviennent des naines bleues – longtemps après que les cafards aient pris en charge les affaires de notre Terre. Duncan oublie une chose : les conséquences. Les conséquences d'un tel comportement ne seront pas une prospérité virtuelle éternelle, mais plutôt la destruction du système de comptabilité de la vie civilisée. Nous en ressentirons les effets bien plus tôt

que nous le pensons, et toutes les images des Kardashian de l'univers ne suffiront pas à nous distraire de notre propre hémorragie.

Les évènements s'accélèrent, le chaos approche

Publié le 18 mars 2015 par [robertbibeau](http://www.les7duquebec.com/) <http://www.les7duquebec.com/>



Par **Jim Willie CB.** 12.03.2015. Webmagazine (Lien URL à la fin de l'article).

[Avec commentaires de Robert Bibeau]

[J'invite les lecteurs intéressés par l'économie politique à lire attentivement cette analyse de M. Jim Willie. De la vraie analyse économique par un expert qui s'aventure aussi loin qu'il le peut. Ici, pas de langue de bois. Les vrais enjeux internationaux sont exposés à qui sait lire et comprendre. Robert Bibeau].

Ceux qui s'attendaient à voir les évènements s'accélérer dès le mois de janvier 2015 n'auront pas été déçus. En temps normal, des évènements importants se produisent à quelques semaines d'intervalle, voire quelques mois. Mais au cours de ces trois dernières semaines, dix évènements de taille se sont déjà produits. Leur succession s'est dramatiquement accélérée. La grande accélération a commencé. Quelque chose de terrible arrive droit vers nous. Les évènements en question sont à observer en détail, puisqu'ils ont tous d'importantes implications et conséquences.

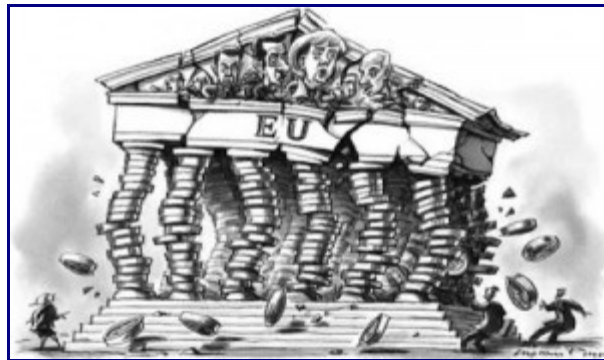
1. La **Russie a sauté du train du recyclage du pétrodollar**. Ses échanges commerciaux pétroliers ne seront désormais plus établis en dollars. Ils seront à partir de maintenant établis en roubles. Attendez-vous à voir des roubles transformés en renminbis dans le cadre des échanges bilatéraux de la Russie avec la Chine. L'action de la Russie s'intègre dans le cadre de la disparition du pétrodollar. La Russie n'a fait que réagir au boycottage lancé par les États-Unis.

[Cette nouvelle permet de comprendre pourquoi Pat Buchanan un républicain réactionnaire a reçu l'ordre de tendre la main à Poutine afin de lui permettre de sortir du cul-de-sac dans lequel les États-Unis l'ont coincé et de se réconcilier avec les USA. Parions que Poutine refusera l'offre américaine trop tardive et conservera ses accointances avec la Chine. Robert Bibeau].

2. La *Suisse* a mis fin à l'arrimage de sa devise avec l'euro. Pendant plus de trois ans, la banque centrale suisse a maintenu ses réserves d'euros, qui s'élevaient quelque part autour de 800 milliards d'euros. La situation est finalement devenue insoutenable. La Suisse maintenait alors une position à la vente sur le dollar tout en ayant une position à découvert sur l'or, et a finalement décidé de renverser la donne. L'équipe Langley disposait de milliards de francs suisses pressés sur des palettes. Et elle en a grandement profité. Les Suisses semblent avoir ouvert les portes de l'enfer pour le marché de l'or, et se sont peut-être retrouvés écrasés par un appel de marge à mesure que l'or physique prêté s'amenuisait.
3. Les Grecs se sont préparés à quitter l'Union européenne et à faire défaut de leur dette. Le parti *Syriza* a gagné les élections, avec une majorité de gauche. Apparaîtront ensuite de sévères perturbations. Il se peut qu'ils

impriment de la monnaie pour rembourser leur dette externe, ce qui serait une justice bien ironique. Attendez-vous à en voir des répercussions en Grèce et au travers de l'Europe, dans le même temps que les Russes feront danser la carotte d'un pipeline sous le nez des Grecs. Avec ce pipeline arriveront des revenus significatifs en Grèce. Le pays quittera l'Union européenne, c'est une certitude. Il exportera bientôt des produits alimentaires vers la Russie, et relèvera son économie.

[À l'intention de la go-gauche, voici l'explication du voyage du premier ministre grec en Russie. La Russie qui navigue en eau trouble en Mer Égée. Sous peu, le prolétariat grec pourrait bien travailler pour un nouveau maître – Russe – plutôt qu'un ancien maître Allemand. Mais attention, la Grèce impérialiste est solidement arrimée à l'économie européenne. Rien n'est joué. L'Allemagne pourrait rebondir dans cette affaire, la Grèce faisant partie de sa zone d'influence, pas assurée que la Russie soutiendra la Grèce face à l'Allemagne. Robert Bibeau.]



4. La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé son dernier **programme de QE en date**. Elle devrait se lancer dans une vague d'achats d'actifs et d'obligations, **dans l'espoir de ne pas les voir devenir stériles et corrosifs** en termes de gestes coopératifs avec les pays membres. Quels qu'en soient les détails, les Allemands se font une joie de critiquer les procédures de *Draghi*. L'opposition fait rage entre la BCE et la Bundesbank. **Je suis certain que l'Allemagne quittera elle aussi l'Union européenne**, qu'elle quittera l'euro, et enfin l'OTAN. Les oppositions à la décision de *Draghi* mèneront à une crise en Union européenne.

[Pour ma part, je crois plutôt que Draghi sera répudié. L'Europe ne peut se maintenir sans la puissance industrielle allemande et l'Allemagne n'aura pas l'autorisation de quitter l'OTAN. Robert Bibeau]

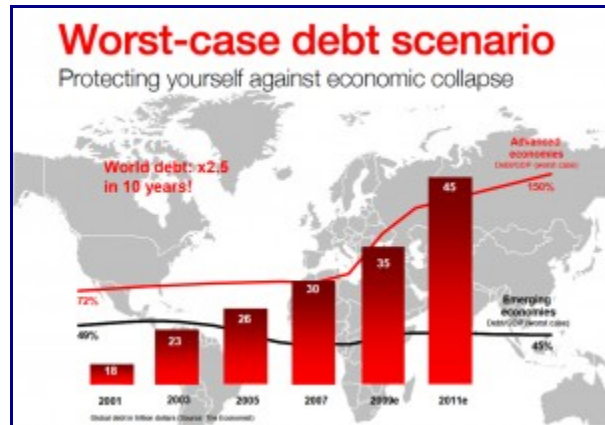
5. Avec la mort du roi Abdullah commence une période de transition pour la famille royale. Le roi a été remplacé par l'ancien prince Salman, qui souffre de sénilité et de démence, et aura beaucoup de difficultés à régner sur le pays. La bataille pour sa succession vient de commencer. Des tribus rivales se disputent le pouvoir, après plusieurs décennies d'exclusion. Les événements au sein des frontières saoudiennes se multiplieront, s'intensifieront, et auront de lourdes conséquences. Les pressions en faveur d'une réforme seront plus fortes que jamais.

[Compter sur les États-Unis pour faire croître les tensions dans cette monarchie de droit divin afin de la ramener docile dans le giron américain. Robert Bibeau]

6. **L'Allemagne a fait une offre d'union commerciale à la Russie**, qui mettrait de côté le pacte commercial transatlantique contrôlé par les États-Unis. Lors du Sommet économique de Davos, la chancelière allemande a offert une union commerciale à la Russie, et implicitement rejeté le Partenariat de commerce et d'investissement transatlantique avec les États-Unis. Le plus ironique, c'est que Merkel a proposé une union similaire à celle que la Russie et la Chine ont établie au cours de ces deux dernières années, connue sous le nom de **Zone d'échange eurasiatique**. L'Allemagne cherche clairement à quitter l'Union européenne.

[Surveiller notre article sur Les7duQuébec à propos de ce traité TTIP. Les sceptiques commencent-ils à comprendre que l'alliance atlantique a pour adversaire véritable l'alliance Chine-Russie et non pas l'Ukraine, la Syrie, ou Daesh? Dans ce combat les É.-U. risquent de voir leur propre

alliance s'effriter. Les puissances économiques impérialistes ont tendance à s'acoquiner avec celui qu'elles perçoivent comme le gagnant probable de la concurrence. Les partisans de Poutine-Président seront bientôt les amis de Merkel-chancelière (sic). Ça fait quoi d'être emberlificoté par son pot Vladimir ? Robert Bibeau]



7. Le policier financier allemand *BaFin* n'a pas pu apporter de preuves de la manipulation du marché de l'or. Du point de vue de Deutsche Bank. Cette décision représente un pas en arrière pour le camp qui s'oppose à la corruption des marchés des obligations, des taux de change et de la comptabilité bancaire. Les conséquences en seront nombreuses, et forceront l'arrivée de marchés plus justes. La manipulation des marchés ne semble jamais prendre fin. En Allemagne, deux camps s'opposent. Les politiciens sont dominés par l'élite bancaire, bien que des voix se fassent entendre en provenance des ministères. **Les capitaines industriels gèrent l'aspect commercial, et cherchent à éviter des dommages économiques profonds.** L'alliance américaine ne fonctionne plus au bénéfice des Allemands. Le camp industriel va prévaloir, mais seulement après une longue bataille, qui présentera un certain nombre de valeurs inconnues.

[Totalemment d'accord avec cette prédiction de l'économiste sauf l'hypothèse de «l'arrivée de marchés plus justes», cela ne surviendra jamais sous le capitalisme. Robert Bibeau].

8. Les Suisses ont installé un centre d'échange de *renminbis* à Zürich. Une compétition intéressante est sur le point de faire son apparition, alors

que Londres, Zürich et Francfort se confronteront pour le contrôle du flux financier de renminbis (**Chine**). Alors que Londres possède l'avantage de la tradition et que Zürich a l'avantage du prestige, les Allemands ont été sélectionnés par le Kremlin et par Pékin pour servir de berceau pour le lien de l'Europe avec l'Asie. Les liens industriels de la Russie et de la Chine s'étendront au travers de l'Allemagne, en parallèle à une croissance des échanges et des investissements.



[Que ceux qui ont des oreilles entendent. Les Suisses, plus perspicaces que tous les autres banquiers savent déjà que l'économie mondiale termine son époque du dollar étalon – et s'engage dans l'ère du yuan renminbi chinois accompagné de l'or étalon. Pour le prolétariat mondial aucun changement. Robert Bibeau].

9. Les détails relatifs à l'extension du pipeline de *Gazprom* au travers de la *Turquie* ont été révélés. Il passera par la mer Noire, et les volumes ont été indiqués dans les plans. *Gazprom* a soudainement décidé d'exclure l'*Ukraine* de son projet de construction de pipeline, qui ne passera finalement pas par l'Europe de l'Est, ou les pots de vin du gouvernement américain, les menaces et les entreprises corrompues s'acharnent à bloquer ses projets. Le pipeline passera désormais au travers de la *Turquie*, et un centre sera installé sur la frontière grecque. Il a été baptisé *Turque Stream*. La construction du pipeline prendra environ 18 mois. D'ici là, les nations européennes devront trouver un moyen de se connecter à ces lignes pétrolières et **d'éviter la catastrophe imminente de leur alliance destructrice avec les États-Unis.**

[Les analystes en herbes doivent prendre en considération que cette entente Russie-Turquie survient alors que la Turquie soutient les djihadistes qui

attaquent Bachar al Assad en Syrie alors que la Russie supporte Bachar et son gouvernement. Le cynisme des politiciens bourgeois n'a aucune limite. Nous le répétons depuis des mois, le Capi di Capo étant chancelant (USA), le désordre s'installe dans sa confrérie impérialiste et tout comme l'Arabie Saoudite, la Turquie prend ses distances et fouines du côté de l'impérialisme russo-chinois – toujours prête à redéfinir ses alliances impérialistes. L'argent a l'odeur du sang prolétarien rien de moins. Robert Bibeau].

10. L'économie américaine a enregistré une forte baisse en matière de commandes. La liste de licenciements et d'annulation de projets aux États-Unis, au Canada, en Angleterre et en Europe faisait six pages de longues en janvier. Il s'agit d'une véritable procession de faillites d'entreprises et d'échecs de politiques monétaires et économiques. L'économie américaine est frappée par une récession qui dure depuis plusieurs années. Le **QE** aggrave la détérioration économique. Un certain nombre de corporations ont recours à des licenciements de masse, la plus récente ayant été IBM. Les grosses banques et les firmes liées au domaine de l'énergie dominant ce genre d'actualité.

[Étrange, ici au Canada et aux États-Unis, les pseudo économistes (véritables propagandistes de la désinformation) racontent que l'économie américaine a rebondi et que les USA seraient favorable à la baisse du prix du pétrole afin d'éreinter la Russie et l'Iran alors que c'est l'économie américaine qui subit les contrecoups des décisions des Princes saoudiens. Il n'y a pas pire aveugle que celui dont la vue est obstruée par les visières du dogmatisme. Robert Bibeau]

Les évènements se succèdent à une vitesse étourdissante. Il n'est absolument pas possible d'anticiper qu'elle sera le prochain évènement à paraître, mais nous pouvons être certains que quelque chose se produira tous les deux à trois jours, quelque chose d'important, qui aura des conséquences extrêmes. En plus des évènements cités plus haut, **le secteur du pétrole et du gaz de schiste américain ferme ses portes**, sans aucun évènement vers lequel pointer le doigt. **L'implosion de la dette de schiste est imminente.** Les

dommages n'en seront que plus grands au fil du temps. L'année 2015 a commencé sur une explosion insoutenable, comme je m'y attendais. Notez qu'aucun des événements cités plus haut ne concerne les *BRICS*. Leur mouvement renforcera la transition de paradigme et forcera **le retour à un étalon or**. Puisque les banquiers américains et britanniques contrôlent le secteur financier et les devises *Forex*, les obligations souveraines et les systèmes bancaires, **l'Orient fera tout son possible pour raviver l'étalon or**.

[Ce que ne dit pas cet économiste c'est que toutes ces tensions internationales peuvent mener à une troisième guerre mondiale dont les prolétaires de la Terre feront les frais. Révolution ou guerre, j'ai le regret de dire que ce sera fort probablement la guerre qui mènera à la révolution... encore une fois. Robert Bibeau].

Le 'Grexit' est-il pour ce weekend? 'La BCE se prépare à subir 95% de pertes sur ses obligations grecques'

par Audrey Duperron · 18 mars 2015 Express.be



La Banque Centrale Européenne se prépare pour une sortie de la Grèce de la zone euro, et dans l'une des modélisations qu'elle a calculées à cet effet, elle envisage une perte de l'ordre de 95% de son portefeuille d'obligations grecques, rapporte le magazine allemand Manager Magazin.

La banque a défini 3 scénarii de modalités de « Grexit » et pour chacun d'entre eux, elle a évalué les valorisations de la dette grecque compte tenu des conditions de départ du pays de la zone euro. Selon ces scénarii, la BCE envisage de récupérer les proportions suivantes des 320 milliards d'euros de la dette grecque :

- seulement 5% en cas de Graccident », c'est-à-dire en cas de sortie chaotique et non négociée de la zone euro ;
- 14% en cas de «Grexit» , c'est-à-dire en cas de sortie négociée de la Grèce de la zone euro ;
- 25% si l'Europe accepte une décote de 75% de la dette grecque pour que la Grèce demeure dans la zone euro.

Ces scénarios auraient été présentés aux cadres de la Bundesbank.

« Nous ne garderons pas la Grèce à tout prix dans la zone euro », a déclaré le commissaire européen aux Affaires économiques et Financières, Pierre Moscovici au journal Die Welt, expliquant que la zone euro était dans une meilleure situation qu'il y a deux ans. Le ministre de l'Economie Johan Van Overtveldt a fait mardi des déclarations similaires dans le Financial Times. « Ce que nous avons mis en place nous permettrait certainement de survivre à [un départ de la Grèce de la zone euro] », a-t-il dit.

Le FMI a quant à lui dit que la Grèce était le pays « le plus difficile avec lequel l'Organisation ait eu à traiter au cours des 70 ans de son existence ».

Cependant, le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, a suggéré la mise en place de contrôles de capitaux pour empêcher les Grecs de quitter l'euro. Un porte-parole du gouvernement grec a qualifié cette proposition de « scénario fantaisiste ».

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras a demandé à avoir une entrevue exceptionnelle avec la chancelière allemande Angela Merkel, le président français François Hollande, le président de la Commission Européenne Jean-Claude Juncker et le président de la BCE, Mario Draghi en marge du sommet de l'UE qui doit se tenir demain et vendredi.

Un « Grexit » aurait « de graves conséquences » pour la zone euro, forts risques de contagion selon Moody's

Reuters et Blog de la résistance authentique 18 mars 2015



Un Grexit aurait de graves conséquences pour la zone euro | Crédits photo : Shutterstock

LONDRES, 17 mars (Reuters) – Une sortie de la Grèce de la zone euro aurait de « graves conséquences » pour la zone euro dans son ensemble et poserait la question de savoir ce qui pourrait pousser un autre pays à suivre la même voie, estime Moody's.

Même si les Etats de la zone euro profitent d'une baisse des coûts d'emprunt, aidée par la mise en place du programme massif de rachats d'obligations souveraines de la Banque centrale européenne (BCE), et qu'ils devraient voir leur situation économique se redresser progressivement, les notes de certains pays, comme la France et l'Italie, ne sont pas à l'abri de la tourmente.

La note spéculative « Caa1 » de Moody's sur la Grèce est sous surveillance négative, dans l'incertitude quant à l'issue des négociations en cours sur la dette du pays. Un Grexit, scénario du pire dans lequel la Grèce quitterait la zone euro, aurait des conséquences de grande ampleur sur le reste de la zone euro.

« Même si l'impact financier immédiat était limité, la sortie d'un Etat membre d'une union explicitement destinée à être indivisible, soulèverait inévitablement des questions sur les pressions susceptibles d'amener d'autres pays à prendre le même chemin », écrit Kathrin Muehlbronner, une des responsables de l'analyse crédit chez Moody's dans un nouveau rapport.

Le risque le plus évident serait que les autres pays du sud de la zone euro — comme le Portugal, l'Espagne et l'Italie — soient confrontés à un accès de défiance des investisseurs qui sont actuellement très demandeurs de leurs obligations.

De son côté, Standard & Poor's avait estimé dans un rapport publié en février

qu'une sortie de la Grèce de la zone euro ne comporterait qu'un risque de contagion directe limité pour les autres notations souveraines.

Pour l'ensemble de la zone euro, Moody's estime que les perspectives de crédit sont globalement stables, dans la perspective que les rachats d'actifs de la BCE et la faiblesse de l'euro compensent les pressions déflationnistes.

L'agence note toutefois que la région devrait rester en croissance « modérée » et que les ratios de dette/PIB de la Grèce, de l'Italie, de l'Espagne et de la France, déjà élevés, risquent d'augmenter encore.

La France, seul pays à part la Grèce à avoir une perspective négative associée à la note de sa dette souveraine chez Moody's, est également visée pour ses maigres progrès en matière de réduction des dépenses et de réforme de son économie.

« La France se distingue avec une prévision de déficit budgétaire (global et structurel) plus élevée en 2015 qu'en 2013 », écrit Moody's.

« D'après nous, beaucoup de budgets 2015 (en zone euro) sont fondés sur des hypothèses de croissance du PIB nominal et des recettes fiscales trop optimistes, qui ne se concrétiseront sans doute pas au vu du contexte de faible inflation », ajoute l'agence.

Reuters

[Japon, Europe, Etats-Unis : des années de flops économiques](#)

19 mar 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ La vie au ranch en Argentine :

Fatima, une petite fille de 10 ans, a demandé à apprendre l'anglais. Elle voudrait pouvoir parler à l'une de ses tantes qui vit à New York.

Quel plaisir inattendu — sans doute plus pour nous que pour elle — que de lui donner des leçons.

Nous vous dirons comment ça se passe...

Pour en revenir à nos moutons financiers —

Nous ne pensions pas recevoir un jour tant d'aide de la part des banquiers centraux.

Début 2010, par exemple, nous avons annoncé une Transaction de la Décennie. L'idée : vendre les obligations japonaises, qui étaient condamnées, et acheter des actions japonaises, qui avaient une bonne chance de remonter.

En l'occurrence, la "chance" du marché boursier provenait de la Banque du Japon... apparemment plus disposée que jamais à faire des ravages dans son économie et ses marchés financiers.

Nous ne nous attendions pas à voir ça au Japon. Ou en Europe. Ou aux Etats-Unis

Nous n'avons jamais rien vu de tel. Enfin, sauf au Zimbabwe et en Argentine. Là, régulièrement, les autorités mettent un pistolet contre la tempe de l'économie et appuient sur la détente. Nous ne nous

attendions pas à voir ça au Japon. Ou en Europe. Ou aux Etats-Unis. Mais dans toutes ces économies développées — les trois plus grandes de la planète — les gardiens du système bancaire semblent décidés à aller en enfer.

Bien entendu, c'est précisément là qu'ils doivent finir. Dommage qu'ils doivent nous emporter avec eux !

Ce sera un voyage agité. Les actions ont encore un vent puissant en poupe — l'air brûlant et le crédit encore plus brûlant fournis par les principales banques centrales de la planète. Ces dernières font grimper les cours tout en garantissant quasiment que les dettes de leurs pays respectifs perdent leur valeur.

Sans oublier, bien entendu, que ces programmes — vendus au public comme des moyens de "stimuler" leurs économies — ont été un échec total. Un four complet. Un flop sans équivoque.

▪ Examinons le cas par cas

Le Japon se traîne après 25 ans de relances diverses et variées... avec une économie qui n'a pas gagné un yen depuis deux décennies.

L'Europe a quelques éclaircies — mais aussi des zones d'ombre. Dans l'ensemble, on obtient 50 nuances d'un gris morose... avec des rendements obligataires pervers et malades. Ils suggèrent que le continent tout entier est attiré vers un trou noir dont il ne pourra jamais sortir. Que pourrait-il se passer d'autre, quand les gouvernements peuvent emprunter à moins que zéro ? Comment diront-ils "non" à des citoyens qui veulent plus de dépenses de santé... de meilleures retraites... et une nouvelle piscine municipale ? Après tout, c'est *de l'argent gratuit*, bon sang. Et s'ils ne peuvent pas dire

non à de l'Argent Gratuit... où les dépenses — et la dette — s'arrêteront-elles, sinon au fond d'une basse-fosse extrêmement sombre et déprimante ?

Que diable, l'Amérique est plus brûlante que le napalm. Et plus attirante qu'une grenade qui n'aurait pas explosé

En attendant, le coin le plus clair de la planète est l'économie américaine — accompagné de son dollar, incroyablement brillant, luisant et étincelant. Que diable, l'Amérique est plus brûlante que le napalm. Et plus attirante qu'une

grenade qui n'aurait pas explosé.

Mais est-ce vraiment une chose avec laquelle on voudrait jouer ?

Voyons voir...

... Deux décennies d'échec au Japon...

... Six années d'échec aux Etats-Unis (nous ne parlerons pas des décennies de flops et de folies qui ont précédé la crise de 2008)...

... En Europe, Draghi a promis de faire "tout ce qu'il faut" pour ressusciter l'économie. Apparemment, elle n'a pas eu tout ce qu'il lui fallait — elle va pourtant en recevoir une nouvelle dose : Draghi injecte 1 000 milliards supplémentaires.

Partout dans le monde développé, les politiques qui ont échoué ne sont pas mises au rebut : elles sont accélérées.

"*Stupid*", avons-nous dit à Fatima.

"Stoupiiid", a-t-elle répondu.

(Nous reconnaissons que notre point de vue semble parfois contradictoire. Par exemple, nous voyons les banques centrales faire grimper les cours... mais nous conseillons malgré tout de rester loin des actions. Nous allons essayer d'expliquer ça dès demain...)

[Pourquoi le pétrole ne rebondit pas](#)

18 mars 2015 | [Cécile Chevré](#) | [La Quotidienne d'Agora](#)

Hier, nous nous étions arrêtés sur un insoutenable suspens : comment expliquer que, alors que 42% des puits et plateformes américains ont été fermés ces derniers mois, la production de pétrole batte record sur record ? Le 6 mars dernier, celle-ci a même atteint un nouveau sommet à 9,366 millions de barils par jour.

Plusieurs raisons expliquent ce décalage. Tout d'abord, nombre de producteurs ont tardé à réduire leur production car ils l'avaient vendue à l'avance (par des contrats à terme) à prix fixé. Qu'importait alors que le cours baisse puisque leur production avait été vendue à des cours fixés plusieurs mois à l'avance, quand le cours du brut ne s'était pas encore totalement effondré.

Ensuite, certains producteurs ont préféré continuer à produire, même à perte, plutôt que d'arrêter leur production. Parmi eux, ceux qui se sont fortement endettés pour miser sur ce qui apparaissait, il y a quelques années, comme le nouvel Eldorado.

Ces projets d'exploitation, montés alors que le baril valait plus de 120 \$, reposent très souvent sur des montages financiers complexes et spéculatifs qui obligent aujourd'hui les producteurs, pris à la gorge, à continuer à produire à n'importe quel coût plutôt que de risquer la faillite. Un phénomène de fuite en avant, qui risque de les conduire au bord de l'abîme.

Enfin, la plupart des producteurs ont fait le choix de l'efficacité. Ils ont fermé nombre de puits (les moins productifs et les moins rentables), certes, mais ceux qui sont toujours exploités produisent à des niveaux record grâce à une amélioration des techniques d'extraction et une meilleure gestion des réserves exploitables.

Si bien que, pour l'instant, la production américaine de pétrole ne ralentit pas, bien au contraire.

Reste à savoir quand l'effet de la chute des cours se fera réellement sentir sur le niveau de production. Les contrats à terme dont je vous parlais plus haut vont progressivement expirer dans les mois qui viennent et les nouveaux contrats conclus aujourd'hui se négocient à des niveaux de cours bien inférieurs. En outre, les fermetures de puits vont se poursuivre.

Selon l'OPEP, cet infléchissement ne devrait débuter qu'en fin d'année 2015. L'Agence internationale de l'énergie parie quant à elle sur un ralentissement dès mi-2015.

L'élément international

Et ce d'autant plus que si les négociations sur le nucléaire iranien se concluent sur un accord, celui-ci sera certainement accompagné d'une forte augmentation des exportations de pétrole iranien. Le pays, économiquement

étouffé par la chute des cours du brut, a un besoin vital d'argent. Téhéran pourrait donc être tenté de jouer la carte d'une exportation massive de barils pour faire entrer les liquidités.

Cependant, l'élément international ne va pas uniquement dans le sens d'une nouvelle chute des cours du baril. Les difficultés montantes de pays producteurs comme l'Irak, la Libye ou encore le Yémen vont peser sur la production et les exportations mondiales de brut. Sauf que, pour l'instant, les marchés ont les yeux rivés sur les Etats-Unis, leur production et leurs réserves. Et qu'il est donc à prévoir une nouvelle phase de faiblesse des cours.

Grèce : faillite, bis repetita ?

19 mars 2015 | [Cécile Chevré](#) | [La Quotidienne d'Agora](#)

Il est temps de reprendre des nouvelles de la Grèce, qu'en pensez-vous, cher lecteur ?

Nous avons abandonné Alexis Tsipras sur une demi-victoire. Ou même un quart (un huitième ?) de victoire. Athènes avait obtenu, sur le papier, une prolongation de l'aide de la troïka, aide financière indispensable pour faire face à d'importantes échéances de remboursement. Et c'était bien là le seul minuscule point remporté par Tsipras puisque pour tout le reste, Athènes avait dû se plier aux demandes de la troïka.

Ah oui, puisque nous parlons de la troïka, apprenez maintenant qu'il faut l'appeler le Groupe de Bruxelles...

La solution trouvée fin février n'est que provisoire. Elle a cependant permis au pays de rembourser 300 millions d'euros le 6 et le 13 mars dernier, puis 600 millions au FMI lundi 16 mars.

Et maintenant ?

Plusieurs questions sont en suspend :

1. La dette grecque : Athènes souhaiterait une nouvelle restructuration, l'Allemagne refuse. Pourtant, à 175% du PIB, chacun s'accorde à la définir comme insoutenable. A la décharge des opposants à une nouvelle restructuration, l'effort consenti en 2012 (restructuration de 50% de la dette détenue par les acteurs privés) n'a pas eu d'effet magique sur l'endettement grec qui flirte toujours avec les mêmes niveaux.

2. Les réformes qu'Athènes s'engage à mettre en place. Le 20 février dernier, le gouvernement grec a proposé une liste de réformes censées à la fois contenter le groupe de Bruxelles et appliquer certaines des promesses de campagne de Syriza.

Las, les dernières nouvelles en provenance du front laissent sous-entendre que l'Europe ne serait pas si d'accord que cela avec cette liste et exigerait son remaniement en profondeur.

Selon certaines rumeurs, la Commission européenne aurait même exigé l'abandon par Athènes du projet de loi sur la crise humanitaire (qui prévoit une aide au logement à 30 000 foyers et une aide alimentaire pour 300 000 personnes).

La pression mise sur le gouvernement Tsipras est énorme car le déblocage d'une (indispensable) tranche d'aide de 7 milliards d'euros est suspendu à un accord sur les réformes qu'Athènes doit mettre en oeuvre.

3. Une nouvelle aide financière. Je vous le disais, elle va être indispensable à Athènes car les millions remboursés les derniers jours n'étaient que la première échéance sur la longue liste de remboursements que le pays doit honorer dans les mois qui viennent. Ce sont ainsi 420 millions en avril, 900 millions en mai et 1,45 milliard en juin qui devront être versés au FMI. La Grèce devra en outre rembourser 6,7 milliards d'euros à la BCE en juillet et août.

4. La possibilité d'une faillite (et d'une sortie de la Zone euro). Une menace qui est de nouveau agitée alors que les réserves financières grecques fondent comme neige au soleil. Là encore, les rumeurs vont bon train. Certaines évoquent un assèchement des liquidités – en particulier pour verser les retraites et les retraites des fonctionnaires – d'ici une quinzaine de jours. Le pays aurait ainsi besoin en toute urgence d'au moins 2 milliards d'euros. L'urgence est telle Tsipras a obtenu l'organisation d'une réunion de crise avec ses principaux interlocuteurs (la France, l'Allemagne, l'Eurogroupe, la BCE...) en marge du sommet de Bruxelles. Le Premier ministre grec espère très certainement faire pression sur ses interlocuteurs et obtenir un accord politique qui lui permettrait de contourner les actuels blocages.

Et si ce n'était pas la Grèce qui était visée ?

La question mérite d'être posée. Pourquoi une telle intransigeance face à la

Grèce ? Après tout, les dettes d'Athènes ne représentent qu'un tout petit 1,3% des dettes émises par les pays de la Zone euro. Une paille... que l'on pourrait restructurer, oublier, faire disparaître.

Sauf qu'il y a un symbole derrière et ce symbole est l'unité de la Zone euro. Difficile, même pour un esprit aussi imperméable que le mien à la notion de complot, de ne pas faire le lien entre les différents sondages publiés aussi bien en Allemagne qu'en France et démontrant que les citoyens sont prêts à laisser sortir – et même souhaitent – la Grèce de la Zone euro.

Difficile aussi de ne pas voir devant l'intransigeance des créanciers de la Grèce un signal très fort à destination des nouvelles forces politiques montantes que sont Podemos, Cinque Stelle (certes en perte de vitesse) ou le FN.

La dissociation de pays comme l'Italie, l'Espagne ou le Portugal du cas grec au cours des négociations de février a fait grand bruit. Athènes a même accusé les pays du Sud de la Zone euro de l'avoir "lâché". Et c'est vrai, Tsipras est aujourd'hui très isolé.

La fermeté affichée par le groupe de Bruxelles dit les choses clairement : on ne négociera pas avec les partis – ou les gouvernements – qui ne veulent pas respecter nos règles. En France, le FN qui pense pouvoir faire plier la BCE et Bruxelles, devrait en prendre de la graine.

« SCANDALE ! La lutte contre le terrorisme n'est qu'un alibi puisque les non-résidents pourront payer jusqu'à 10 000 euros en espèces ! »

Charles Sannat 19 mars 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Vous avez été très nombreux à m'écrire en me parlant de cette nouvelle limitation des paiements en espèces (ce qui veut dire que l'or EST et sera la seule monnaie).

Évidemment, nous sommes bien d'accord, la fraude fiscale c'est pô bien. D'ailleurs, certains députés en connaissent un rayon à ce sujet. Bien sûr, le terrorisme ce n'est pô bien non plus et on ne peut pas être pour le terrorisme, non seulement on ne peut pas être pour mais on est pour lutter contre le

terrorisme, c'est une évidence...

D'où l'idée géniale de nos grands mamamouchis de décider de supprimer l'argent liquide... histoire de pouvoir mieux flicker tout le monde. Car lorsque Michel Sapin parle de l'achat de kalaches, mon cher Michel (dont, par ailleurs, je reste un fervent admirateur de la répartition patrimoniale avec sa collection de pièces d'or et d'argent anciennes ou encore ses plus de 400 hectares de terres agricoles ainsi que son compte bancaire totalement vide ou presque), ça coûte nettement moins de 1 000 euros au marché noir... Du coup, rien dans cette limitation ne viendra empêcher l'apprenti terroriste de passer son examen de confirmation en massacrant quelques innocents... En revanche, cela devrait bien emmerder quelques petits artisans et commerçants... sans oublier les politiciens qui ont tout de même recours régulièrement aux mallettes de billets...

Mais les terroristes seront largement épargnés par cette loi pour deux raisons.

D'abord, Coulibaly a fait pour 6 000 euros de crédits auprès d'organismes bancaires de premier plan afin de financer sa petite aventure macabre. En plus, l'assurance décès n'est pas obligatoire pour d'aussi faibles montants, ce qui me fait dire que l'attaque de l'Hyper Cacher a été en réalité financé par des banques françaises (à l'insu de leur plein grès évidemment)... Rien à voir avec du cash et des tonnes de billets échangés sous le manteau !

Ensuite, de toutes ces mesures de surveillance destinées uniquement au péquin moyen, qui n'a rien à se reprocher si ce n'est de temps en temps un peu de noir pour améliorer l'ordinaire (je précise, pour la police de la pensée, que lorsque je parle de travail au noir il n'y a aucune connotation raciste de quelques sortes que ce soit, je ne parle pas de têtes de nègres qui restent tout de même un gâteau quoi que l'on en dise, alors inutile de me prendre pour une tête de turc, bon j'arrête mes jeux de « maux » ici tant l'humour par les temps qui courent devient dangereux), sont presque exclus les non-résidents.

Dis papa... c'est quoi un non-résident ?

Facile mon biquet, un NR ou Non-Résident c'est quelqu'un qui ne paie pas ses impôts en France. Cela veut dire que tous les étrangers sont par nature des non-résidents et que nos compatriotes (français) vivant à l'étranger et qui sont expatriés sont le plus souvent des non-résidents aussi.

Donc tous ces gens-là pourront, eux, continuer à payer jusqu'à 10 000 euros en espèces... Et là, trouver un ou deux terroristes potentiels sans papiers français, de vous à moi... ça doit pas être vachement bien dur hahahahahahahaha...

La lutte contre la terreur est utilisée à des fins de contrôle de la population et c'est une atteinte évidente à la démocratie.

C'est une atteinte à nos libertés et je rappelle que la liberté n'est pas « limitée » car, par nature, une liberté « contrôlée » ou limitée est une absence de liberté.

Mais plus grave encore, lorsque les citoyens se rendront compte que seuls les gens respectueux des lois sont emmerdés par les lois, c'est alors la loi qui sera contestée comme elle l'est actuellement sur la répression routière.

Et je dois vous avouer que je ne me lasse pas de voir mes « amis » socialistes grands chantres de la « prêchevention » se comporter comme les plus grands fachos en menant une politique globale de répression à grande échelle de la population française. Cette répression est fiscale, sociale, et aussi, vous le savez, sémantique avec un étouffement de la pensée.

Je le redis... en pesant mes mots. Les socialistes chantres de la prévention sont en réalité actuellement ceux qui mettent en place la politique de répression globale la plus forte jamais menée dans notre pays. Je le dis d'autant plus facilement que je fais partie de ceux qui, loin d'être angéliques, pensent tout de même qu'avant de fusiller un gamin pour un vol d'autoradio (je sais maintenant c'est du MP3 ou 4), il vaut mieux tenter une approche moins radicale... et moins définitive.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

Baisse de l'euro : bonne ou mauvaise nouvelle ?

Je reviendrai plus longuement dans un prochain édito sur ce sujet crucial car ce qui nous menace aujourd'hui – en l'absence de reprise réelle de l'emploi et donc des salaires, qui resteront au mieux très bas car on parle par exemple désormais de baisser le Smic –, c'est l'inflation importée. Et de l'inflation importée avec des salaires qui au mieux stagnent, cela provoquera un appauvrissement massif. Donc attention. La baisse de l'euro cache des

dangers insoupçonnés et dont on se garde bien de vous parler trop fort.

Charles SANNAT

Xi Jinping appelle à davantage de confiance stratégique entre la Chine et les États-Unis

Voilà qui ne va pas être simple alors que la Chine est très clairement désignée comme un ennemi dans la littérature stratégique américaine entraînant un redéploiement des forces armées étasuniennes vers le Pacifique afin de mener une politique « d'endiguement » de l'empire du Milieu.

C'est donc le bal des faux culs.

Charles SANNAT

En images : protestations contre la BCE à Francfort-sur-le-Main

C'était l'inauguration du nouveau siège de la Banque centrale européenne... Je n'ai pas pu y aller mais d'autres y étaient !! Ils ont au moins fait du bruit, ce qui a donné un « son et lumière » d'assez bonne facture afin de dénoncer les errements de la finance folle.

Le problème c'est que les peuples asservis sont au service du monde financier. Évidemment, la sagesse voudrait que ce soit l'inverse.

Vous allez rapidement sentir les effets de la politique monétaire européenne et de la baisse de l'euro. Vous n'allez pas trouver plus de boulot, vos salaires ne vont pas augmenter... mais les prix, eux, vont prendre 20 % puisque tout ce que l'on importe va augmenter d'autant que l'euro a baissé...

Charles SANNAT [Voir le reportage photo intégral ici](#)

Découverte d'un important gisement d'or dans le nord de la Chine

Voilà une bonne nouvelle pour les réserves d'or de la Chine car le marché international ne verra pas une once de ce nouveau gisement. Les Chinois gardent tous pour eux !

Charles SANNAT

HOHHOT, 18 mars (Xinhua) – Un grand gisement d'or disposant de réserves estimées à plus de 100 tonnes a été découvert dans la région autonome de Mongolie intérieure, dans le nord de la Chine, ont déclaré mercredi les autorités locales du territoire et des ressources.

Ce gisement, qui s'étend sur une zone de 20 km², se situe dans la bannière gauche d'Araxan, a indiqué le bureau du territoire et des ressources de cette bannière.

Il pourrait être exploité durant 30 ans et générer une production annuelle de trois tonnes, selon le bureau.

La région d'Araxan, qui borde la Mongolie, compte plus de 80 types de gisements de minerais.

[Athènes fait passer une loi pour lutter contre la pauvreté... au nez et à la barbe de l'UE](#)

par Audrey Duperron · 19 mars 2015 [Express.be](#)



Mercredi, le gouvernement grec de Syriza a fait voter son premier texte : une loi destinée à aider les victimes de la crise économique qui figurait parmi les promesses électorales du Premier ministre Alexis Tsipras. La nouvelle loi, qui a obtenu une majorité écrasante, est destinée à lutter contre la pauvreté, et à porter secours aux familles privées d'électricité, ou ne parvenant plus à se loger et à se nourrir correctement. On estime que le coût des mesures énoncées se monte à 200 millions d'euros.

Mais à Bruxelles, cette loi a mis le feu aux poudres alors que les dirigeants européens se préparent à se réunir dans le cadre d'un sommet aujourd'hui.

Les eurocrates estiment qu'ils auraient dû avoir eu connaissance de cette loi avant sa soumission au vote du parlement. Ils rappellent que les Grecs ont passé un accord avec l'Eurogroupe le 20 février dernier, au terme duquel ils se sont engagés à le consulter avant toute décision à caractère économique qu'ils pourraient prendre, et à ne pas modifier unilatéralement la politique économique.

Mais dans un discours, le Premier ministre grec Tsipras a expliqué que la Grèce « n'allait plus permettre à des technocrates [étrangers] de définir sa législation ».

« Nous soutenons totalement l'objectif d'aider les plus vulnérables de la société grecque, ceux qui ont été frappés par la crise. Mais il doit y avoir des consultations sur les nouvelles mesures. Nous devons pouvoir être en mesure d'évaluer l'impact budgétaire des mesures proposées », a dit le commissaire européen aux Affaires économiques et Financières, Pierre Moscovici.

Ce nouveau rebondissement ajoute de l'huile sur le feu alors que les discussions entre Bruxelles et Athènes sur la question du versement d'une tranche de prêt de 7,2 milliards d'euros se rapportant au dernier plan de sauvetage sont au point mort.

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras a demandé à avoir une entrevue exceptionnelle avec la chancelière allemande Angela Merkel, le président français François Hollande, le président de la Commission Européenne Jean-Claude Juncker et le président de la BCE, Mario Draghi en marge du sommet de l'UE qui doit se tenir demain et vendredi.

Tsipras n'a pas indiqué pourquoi il souhaitait cette rencontre, mais selon des officiels, il désapprouve la décision de la Banque Centrale Européenne de maintenir le plafond sur les prêts à court terme que l'Institution octroie au pays. Ces crédits sont devenus nécessaires à Athènes pour couvrir les dépenses publiques du pays, pendant que le gouvernement grec négocie les termes d'un nouvel accord de plan de sauvetage.

Au mois de janvier de cette année, le trésor grec a encaissé 23% de moins d'impôts que les 4,5 milliards d'euros prévus au budget. Du coup, le ministère des Finances rencontre des difficultés pour faire face à ses obligations financières, alors qu'il doit trouver 1,5 milliards d'euros pour payer les salaires des fonctionnaires et les pensions de retraites de ce mois.

Pour certains, la Grèce pourrait se trouver à court d'argent à la fin de ce mois, avec la possibilité éventuelle d'un défaut du pays. Mais selon des officiels de l'UE, le gouvernement serait parvenu à obtenir des fonds provenant de différentes institutions publiques.

Et si tout le système financier frôlait la nationalisation tacite ?

Posté le 18 mars 2015 par Bruno Colmant

Depuis trois ans, les banques centrales jouent un rôle pivot dans le financement de l'économie, ayant –à juste titre – inondé le marché de liquidités.

La BCE s'est certes engagée tardivement dans ce mouvement mais a finalement décidé de faire tourner la planche à billets dans un contexte de taux d'intérêt historiquement bas.

La configuration du circuit monétaire est donc fondamentalement différente de ce qu'elle était au début de la crise : la monnaie publique (créée par les banques centrales) compense le manque de vélocité du flux de monnaie privée (créé par le multiplicateur du crédit, c'est-à-dire la circulation de la monnaie entre les banques privées).

Mais quel est l'aboutissement de cette situation qui ressemble furieusement à un recentrage public du circuit bancaire, d'autant que les banques centrales sont désormais responsables (et particulièrement en Europe) du contrôle des banques privées ?

Faute de croissance qui réduirait mécaniquement le rôle des banques centrales, ces dernières se sont peut-être engagées dans une voie sans retour, étant obligées de continuer à alimenter l'offre de monnaie afin de garder des taux d'intérêt bas et une croissance qu'elles espèrent inflationniste.

Cette issue replacerait les banques privées sous un voile de nationalisation éthéré. Dans tous les cas de figure, il faudra au moins une décennie pour retrouver le monde bancaire du début du millénaire, si tant est que ce soit souhaitable.

Il ne faut jamais l'oublier : même si elle est essentiellement "fabriquée" par des institutions privées, la monnaie est un bien public dont le dévoilement révélé lors de la crise de 2008 a mis en exergue la nécessité du contrôle régalien.

L'accroissement du rôle des banques centrales reflète sans doute une réappropriation de la gestion monétaire par les autorités publiques.

L'aubaine de la déflation



Mish
Global Economic Analysis

Publié le 19 mars 2015

Parmi toutes les croyances économiques largement répandues et ô combien erronées se trouve la notion absurde qu'une baisse des prix à la consommation est mauvaise pour l'économie, et que tout doit être fait pour la combattre.

La récente décision relative au franc suisse a fixé les projecteurs sur cette question. Dimanche dernier, j'écrivais par exemple ceci dans [Swiss Peg Removal: Did Anyone Win?](#)

S'il est un grand perdant dans tout cela, c'est bien l'industrie du tourisme. Les prix des hôtels ont gagné jusqu'à 40% en Suisse en une seule nuit par rapport aux prix de l'hôtellerie dans les autres pays.

Mais les consommateurs suisses qui achètent des produits importés de France, d'Espagne et du reste de l'Europe en bénéficient énormément.

Mais qu'est-ce qui est le plus important ? Je suggère que ce soit le bénéfice apporté aux consommateurs suisses, du moins dans le grand ordre des choses. Les consommateurs ont plus d'argent à dépenser sur d'autres choses, comme les sorties au restaurant, les hôtels et les vacances.

L'aubaine du shopping

Un article intitulé [Soaring Franc Creates Bonanza in Swiss Stores](#) a été publié lundi par le Wall Street Journal, qui confirme exactement mes prédictions :

La hausse du franc suisse qui a soulevé tout un tollé sur les marchés financiers est une véritable aubaine pour les magasins, où les consommateurs peuvent soudainement obtenir des réductions sur toutes sortes de produits, depuis les légumes jusqu'aux robes de soirée.

Lundi dernier, la chaîne Coop, basée à Bâle, a annoncé avoir réduit

le prix de plus de 200 fruits et légumes importés depuis l'Union européenne. La chaîne, qui est le deuxième plus gros détaillant du pays après Migros, a également annoncé de potentielles baisses de prix pour le poisson, le poulet et le fromage.

Coop n'est pas le seul détaillant à se mettre à la promotion. Les magasins de meubles, agences de voyages et boutiques de mode font aussi baisser leurs prix pour attirer des clients.

« Pour nous femmes au foyer, c'est une très bonne nouvelle pour nos achats de tous les jours », a dit Anita Mueller, qui faisait son shopping lundi matin sur Bahnhofstrasse, l'avenue principale de Zürich.

Même les boutiques de luxe multiplient les promotions. La vitrine de Grieder & Cie., un grand magasin de luxe du quartier commerçant de Zürich, était fardée d'une pancarte indiquant aux consommateurs qu'ils pourraient désormais tirer davantage de leur argent.

« En raison de la hausse soudaine du franc suisse face à l'euro, et pour nous donner le temps d'ajuster nos prix, nous offrons une réduction de 20% sur tous nos produits qui ne sont pas déjà en réduction, et ce pour une durée indéterminée », indiquait la pancarte.

Les consommateurs suisses ont aussi pu tirer profit de la hausse de leur pouvoir d'achat en se rendant en Allemagne. BVB, l'organisme responsable du transport à Bâle, a multiplié le nombre de trams en partance pour la ville frontalière de Weil am Rhein pour accommoder les chasseurs de bonnes affaires qui cherchent à tirer le plus de bénéfices possibles de leurs francs suisses.

TUI Suisse, l'un des plus gros organisateurs de voyages en Suisse, a réduit ses prix de 15% sur les voyages tout compris à destination des plages de la Méditerranée. Leurs voyages en Grèce, en Espagne, en Turquie, en Italie et au Portugal sont tous inclus dans cette promotion, qui a été surnommée « remise euro ». TUI Suisse, qui a des succursales dans de nombreux centres commerciaux du pays, a également baissé le prix de ses voyages au Maroc et en Egypte pour

tout l'été.

Attendons avant de pleurer les exportateurs

Dans *Swiss Peg Removal: Did Anyone Win?*, j'ai également écrit ceci :

« La sagesse populaire veut que les exportateurs suisses se retrouvent crucifiés et que les consommateurs tirent parti de la situation. Il est clair qu'il y aura un choc initial. Mais sur le long terme, nous devrions voir les choses ainsi : le prix des marchandises qui sont utilisées dans la fabrication de produits d'exportation (le métal des montres et autres appareils fabriqués en Suisse) finira par baisser. »

Attendons encore avant de pleurer les exportateurs.

Dollar vs franc suisse



Jeudi dernier, la valeur du franc suisse gagnait 28% face au dollar. La moitié de cet écart a désormais été récupéré.

Les exportateurs suisses pourront importer des marchandises pour 14% de moins qu'en début de semaine. Ils perdent sur leurs inventaires actuels, mais il n'y a ici rien qui ressemble aux scénarios catastrophes populaires, à l'exception du choc initial survenu sur le marché boursier.

Devinez quoi ?

Les consommateurs achètent ! Ils ont même besoin de trains supplémentaires en partance pour l'Allemagne. Et les autres formes de transport sont aussi en hausse. Qui aurait pu y croire ?

L'idée générale est que lorsque les prix baissent, les consommateurs ne cessent plus d'attendre. C'est une opinion dont je me moque déjà depuis des années.

Une épreuve économique pour les Keynésiens

Revenons un instant sur mon article intitulé [Challenge to Keynesians "Prove Rising Prices Provide an Overall Economic Benefit"](#)

Je défie les Keynésiens et les Monétaristes de me prouver qu'une hausse des prix est susceptible de nous offrir un bénéfice économique.

Il ne fait aucun doute que ceux qui ont les premiers accès à la monnaie en tirent parti (les banques, les riches et les différentes branches du gouvernement au travers de la taxation). Mais ces bénéfices existent aux dépens de tous les autres.

La notion absurde derrière les arguments en faveur de l'inflation est qu'une baisse des prix pousse les consommateurs à repousser leurs achats dans le temps et, sur le long terme, contribue à l'effondrement de l'économie.

Quelques questions qui nous feront redescendre sur Terre

- Si le prix des produits alimentaires baissait, les gens cesseraient-ils de manger ?

- Si le prix de l'essence baissait, les gens cesseraient-ils de conduire ?
- Si le prix des billets d'avion baissait, les gens cesseraient-ils de voyager ?
- Si la poignée de votre poêle à frire se cassait ou que votre sèche-cheveux rendait l'âme, attendriez-vous avant de les remplacer parce qu'ils pourraient coûter encore moins cher dans un mois ?
- Si les ordinateurs, les imprimantes, les télévisions et autres appareils électroniques coûtaient moins cher l'année prochaine, et moins cher encore dans deux ans, les gens attendraient-ils avant d'acheter ?
- Si votre manteau était usé, attendriez-vous une année de plus pour en acheter un nouveau si les prix étaient soldés mais que vous vous attendiez à des soldes plus intéressantes encore dans un an ?
- Les gens reporteraient-ils leurs procédures médicales pendant aussi longtemps que les prix baisseraient ?
- Si la théorie de la déflation était correcte, pourquoi les gens font-ils la queue au magasin lorsque les prix baissent ?

Question bonus

Si une baisse des prix pousse les gens à cesser d'acheter, comment se fait-il qu'on vende encore des ordinateurs et des télévisions, dont la qualité augmente et le prix baisse d'année en année ?

Les partisans de Krugman applaudissent l'Abénomie

L'idée qu'une baisse des prix à la consommation puisse entraîner une spirale descendante est absurde. Au Japon, tout le monde serait mort depuis bien longtemps si cette théorie était vraie.

Plutôt que d'accepter l'aubaine représentée par une baisse des prix (qui bénéficie clairement aux consommateurs), le Japon s'est battu bec et ongles alors que l'applaudissaient les partisans de Krugman.

Les conséquences du combat du Japon contre l'inflation

- Le Japon est passé du plus gros créiteur au plus gros débiteur mondial.
- Son ratio dette/PIB est le plus élevé parmi les nations développées, et s'élève à 250%.
- Le Japon a dilapidé l'intégralité de son épargne.
- Et les Keynésiens n'ont cessé de l'encourager ; ils sont allés jusqu'à conclure que le Japon a échoué parce qu'il n'a pas suffisamment dépensé.

Le Keynésianisme dans la théorie et dans la pratique

Selon la théorie keynésienne, les consommateurs repoussent leurs achats dans le temps en période de baisse des prix. Mais dans la pratique, c'est tout le contraire.

Si les consommateurs estiment que les prix sont trop élevés, ils attendent une baisse de prix. C'est ce qui se passe tous les ans à la période de Noël et tout au long de l'année pour les produits qui ne sont pas immédiatement nécessaires.

La grande expérience du système bancaire centralisé

Malgré tout cela, et en ignorant l'échec total du Monétarisme et du Keynésianisme au Japon depuis des décennies, le 15 janvier dernier, Barry Ritholtz, de chez Bloomberg, a fait l'éloge de [la grande expérience du système bancaire centralisé](#).

J'ai défendu le camp adverse dans mon article [Grand Experiment Failure; Bankers Prefer Bubbles; Europe is not USA; Final Epitaph](#).

Faisant l'éloge de la Fed (et pointant un doigt accusateur vers la BCE), Ritholtz a proposé que soit gravée sur la pierre tombale de Bernanke l'épithète « Au moins, nous aurons essayé ».

J'ai répondu à son article par ceci :

Voilà où se trouve toute l'ironie : « Au moins, nous aurons essayé (de générer une inflation) » n'est pas seulement l'essence de la hausse des écarts de salaires dont se plaint Janet Yellen (entre autres), mais aussi l'essence du problème de la dette qui pèse sur le monde.

Épitaphe final

Ritholtz a proposé son épitaphe. Voici la mienne. Elle s'adresse aux banquiers centraux en général, et est écrite du point de vue des historiens du futur :

« Ces imbéciles pensaient que le monde avait besoin de 2% d'inflation, pensaient qu'ils pourraient mettre fin aux cycles de croissance et de récession, et pensaient qu'ils pouvaient redresser l'économie globale comme ils redresseraient une voiture dans un virage de montagne. Les conséquences ne auront été une série de bulles économiques toujours plus grandes, dont le point culminant aura été la crise des devises de (date) ».

Addendum:

Lacy Hunt, de chez [Hoisington Management](#), m'a envoyé cet intéressant commentaire : « la recherche académique indique qu'aux Etats-Unis, les programmes de QE ont contracté plutôt qu'étendu l'activité économique, comme ça a été le cas au Japon. Ainsi, Steen aurait pu réaliser que quelque chose qui n'est bon ni pour le Japon ni pour les Etats-Unis ne peut pas l'être pour la BCE ».

J'aimerais ajouter que je suis tout à fait d'accord avec Lacy. Les bénéfices économiques des programmes de QE n'ont été qu'une illusion monétaire couplée à des coûts « temporairement » dissimulés.

1. Bulles sur les actions et les obligations toxiques.
2. Expansion des inégalités de richesse.
3. Expansion de la dette qui finira par ralentir la croissance

future.

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, les interventions constantes sur les marchés libres n'ont jamais apporté de bénéfice économique de long terme.

Déflation des actifs et déflation des prix à la consommation

Les banquiers centraux à la rescousse – ou non.

Les craintes de voir baisser les prix à la consommation sont infondées.

Ironiquement, en combattant la déflation des prix, les banques centrales génèrent une inflation des actifs, alimentent la volatilité (le franc suisse en est le parfait exemple), génèrent des bulles spéculatives toujours plus importantes (dont l'immobilier est l'exemple le plus frappant), et l'inégalité des salaires.

Lorsqu'exploseront ces bulles, les banques se retrouveront en difficulté pour avoir émis des prêts garantis par des actifs spéculatifs (comme par exemple la bulle sur l'immobilier ou encore les prêts accordés à des puits pétroliers qui nécessitent un pétrole à 90 dollars le baril pour être profitables).

Les banquiers centraux tenteront inévitablement d'adoucir le choc, ce qui encouragera davantage la spéculation. La même chose se produira encore et encore, donnant vie à des bulles toujours plus importantes.

Tribut musical

Malgré la folie du système bancaire, un tribut musical est de rigueur.



Lien vers la vidéo : [Bonanza](#)

Autre épitaphe pour les banquiers centraux

Peut-être mon épitaphe proposée plus haut est-elle trop longue. C'est

pourquoi je propose cette autre gravure funéraire : « On a tout foutu en l'air ».

[Un camouflet pour les Etats-Unis: presque tous ses alliés occidentaux rejoignent la nouvelle banque de développement chinoise](#)

par Audrey Duperron · 17 mars 2015 [Express.be](#)



[Le Financial Times rapporte que la France, l'Allemagne et l'Italie vont suivre l'exemple du Royaume-Uni, et qu'elles vont rejoindre la nouvelle banque de développement](#) créée par la Chine, l'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB), au grand dam des Etats-Unis, qui auraient souhaité que les pays occidentaux boudent cette nouvelle institution.

[La création de l'AIIB, une banque dotée d'un capital de 50 milliards de dollars, a été initiée l'année dernière par le président chinois Xi Jinping, dans le but d'augmenter l'influence internationale de l'Empire du Milieu.](#) Au cours des prochaines années, la Chine et les Etats-Unis devraient intensifier leur concurrence pour s'imposer comme la superpuissance qui pourra définir les règles économiques et commerciales d'une Asie en plein essor. Dans cet esprit, l'AIIB est vouée à devenir une rivale de la Banque Mondiale basée à Washington.

La semaine dernière, on avait appris que le Royaume-Uni, qui souhaite devenir la place financière privilégiée pour les investissements chinois, avait décidé de s'associer à cette initiative. L'Australie, qui avait décliné dans un premier temps l'invitation de rejoindre la banque, a finalement changé d'avis, et annoncé qu'elle pourrait éventuellement décider de s'y associer. Séoul a également annoncé qu'elle allait reconsidérer sa décision de ne pas rejoindre la banque. Quant au Japon, un pays allié des Etats-Unis qui s'inquiète de

l'influence grandissante de la Chine dans la région, on s'attend à ce qu'il refuse de devenir membre.

Pour les Etats-Unis, toutes les adhésions à ce projet de ses alliés occidentaux sont un coup dur. L'administration Obama avait invité toutes les nations alliées à rester en dehors, arguant qu'elles auraient plus d'influence sur son fonctionnement et qu'elles pourraient imposer de meilleures normes de crédit si elles n'étaient pas impliquées elles-mêmes.

En privé, les officiels australiens et américains déplorent que l'adhésion des Britanniques n'ait obéi qu'à des considérations financières, et qu'ils aient totalement négligé les implications géopolitiques plus grandes pour la région Asie-Pacifique.

[La mort annoncée des politiques](#)

Posté par [calebirri](#) le 7 mars 2015

Mon message ne leur parviendra sûrement pas, mais à vrai dire cela n'est pas si important : ils savent déjà ce que je m'apprête à dire. C'est aux citoyens que je m'adresse, car il faut qu'ils sachent eux-aussi : leurs jours sont comptés. Quoiqu'il arrive maintenant, nos hommes politiques sont coincés : d'un côté le peuple, de l'autre les financiers. Ils peuvent le constater comme nous, leur pouvoir est désormais réduit à presque rien, comme monsieur Juncker l'a signifié clairement il y a peu, et publiquement encore. Ils ne sont en réalité que les exécutants d'une idéologie à laquelle leur corruption chronique (comme le prouvent toutes ces « affaires », en passant du luxleaks [au Brésil](#) en passant par Guéant ou Cahuzac) les a contraint d'adhérer, l'objectif étant de gagner quelques sous, d'éviter la prison ou le déshonneur pour les moins bons, et pour les meilleurs de réussir à planquer discrètement dans des comptes offshore le petit pactole volé sur le travail du peuple ; c'est ce qui causera leur perte.

Mais pendant ce temps-là, la Troïka décide pour eux. Et pour nous aussi.

Il y a peu ils auraient encore pu faire quelque chose pour éviter cela, mais ils sont eux-mêmes pris dans un jeu malsain auquel ils ne peuvent plus échapper : pris dans une course infernale pour la conservation du pouvoir et l'immunité qu'il permet, ils préfèrent encore courir le risque [du chaos](#) que d'assumer leurs mensonges et leurs erreurs, et ils nous entraînent, même « malgré eux »,

dans une dictature qui fait le jeu de nos ennemis communs en leur préparant le terrain pour ce qui adviendra ensuite.

Car le mouvement est en marche. On peut parler de complot si l'on veut, mais cela est sans doute plus « logique » que volontaire ; peu importe à vrai dire.

Cela faisait longtemps que je me demandais ce qui sous-tendait les événements récents : [les guerres, la crise, la corruption](#)... La corruption des politiques par les financiers est le point central de cette situation, et les institutions sont le cadre qui autorisent la corruption. Seulement il me manquait la logique, l'objectif, le but de tout cela : il m'est apparu en regardant cet excellent reportage intitulé [« puissante et incontrôlée : la Troïka »](#). On y apprend clairement que ce n'est pas par incompetence que les décisions sont prises mais bien volontairement, et que, en dehors de toute légalité (en plus du manque flagrant de légitimité), la Troïka a sciemment fait couler la Grèce pour « sauver » les banques françaises et allemandes, ainsi que quelques autres intérêts privés. La Troïka a délibérément refusé, au nom de règles qu'elle s'accorde le droit de ne pas suivre pour elle-même, d'empêcher les intérêts de quelques riches financiers de s'exprimer, et plongé la Grèce, le Portugal, Chypre, dans une telle situation que ces pays se sont vus contraints de vendre à bas coût leurs meilleures entreprises, leurs terres, leurs services publics, leurs banques, à des compagnies privées qui se sont engraisées sur le dos des peuples. Au mépris de toute légalité, mais aussi au mépris de la plus basique des solidarités. Le tout sans qu'on puisse se retourner pour demander des comptes à un organe international au-dessus des lois (et oui, contre qui porter plainte ?).

Avec le TAFTA, la Troïka, le lobbying, la corruption, on s'aperçoit qu'en définitive les plus grandes compagnies privées se hissent peu à peu à la hauteur de la puissance des Etats, et se trouvent aujourd'hui en capacité d'acheter des Etats pour, qui sait, y imposer leurs propres règles ?

Aujourd'hui certaines compagnies discutent d'égal à égal avec les Etats, comme on l'a vu récemment entre Obama et Apple ou Google. La Troïka n'est elle-même qu'une émanation de ce que le lobbying des grandes firmes est capable d'obtenir : une sorte d'autorité supra-nationale non élue et non contrôlable par qui que ce soit. C'est que les Etats, mêmes libéraux, sont une contrainte pour ces compagnies. D'ailleurs elles ont bien senti bien que [le](#)

retournement est en cours. Il leur faut plus de profit, plus de « compétitivité », et donc... moins d'Etat. Les multinationales sont en train de devenir les concurrents des Etats. Cela explique aussi pourquoi les guerres sont de plus en plus nombreuses : les Etats en faillite veulent récupérer de l'argent mais le monde financier ne veut pas en donner. Ils vont donc chercher l'argent et les ressources là où ils sont pour « nourrir la bête », en se battant par ennemis interposés pour le contrôle des ressources, avec les armes et les technologies des multinationales... ressources qui sont ensuite rachetées par les financiers. En laissant quelques miettes aux politiques.

Mais bientôt les véritables dirigeants que sont les grandes multinationales n'auront plus besoin des politiques. On dit que la Californie veut faire sécession, que Google veut créer des plateformes offshore dans les eaux internationales : pour ne pas payer d'impôts ni dépendre de quiconque. Pas de contrainte étatique. Pas de droit du travail ni de protection sociale. Pas de règles à respecter. Ce n'est pas pour rien qu'ils rachètent robots, technologies de surveillance et de contrôle, possèdent les médias et la fabrication des armes. Désormais Apple, comme Google, sont les juges du cryptage -ou non- de leurs produits, possèdent toutes les informations qui transitent « par eux », et peuvent même empêcher les Etats d'accéder à des informations de la plus haute importance pour la sécurité : quelle puissance incroyable laissée à des acteurs privés !

Une fois leurs pions mis en place et dans un cadre institutionnel « acceptable » (et surtout accepté), ils dirigeront les Etats comme des entreprises, comme des particuliers : celui qui est endetté devient un esclave. L'esclavage, c'est la « compétitivité » poussée à l'extrême. L'employé ultime, le top du travailleur, c'est le travailleur gratuit ! C'est bien cet objectif qui est visé. Pour lutter contre la Chine il faut utiliser les mêmes armes : le salaire. Et qui peut faire mieux que gratuit ??

Quand les conditions seront remplies, les politiques seront alors jetés dehors comme de vulgaires consommateurs. Les quelques monopoles qui dominent le monde pourront enfin supprimer l'Etat pour imposer la loi du marché (enfin la loi de LEUR marché).

Ils devraient y réfléchir. La raison du plus fort est toujours la meilleure !

Caleb Irri <http://calebirri.unblog.fr>

Pétrole: «l'OPEP n'a d'autre choix que de maintenir inchangé sa production»

LesAffaires.com et AFP Publié le 19 mars à 07:24



Les pays membres de l'OPEP n'ont d'autre choix, pour garder leur part de marché, que de maintenir leur niveau actuel de production malgré la baisse des cours du brut, a estimé jeudi le ministre koweïtien du Pétrole.

«A l'OPEP, nous n'avons d'autre choix que de maintenir inchangé notre plafond de production, car nous ne voulons pas perdre notre part de marché», a déclaré aux journalistes Ali al-Omaïr.

Mais le ministre s'est dit ouvert à tout arrangement avec les producteurs non membres de l'**Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)** pour stabiliser le marché après que les cours ont chuté d'environ 60% depuis juin.

«S'il y a une quelconque forme d'arrangement avec des pays non-OPEP, nous en serons très heureux», a ajouté M. Omaïr après la signature d'un accord de coopération dans le domaine pétrolier entre le Koweït et la Russie.

En novembre, les 12 membres de l'OPEP avaient maintenu inchangé leur plafond de production, provoquant un plongeon des cours sur le marché pétrolier.

M. Omair a indiqué aussi qu'il n'y avait aucun projet de réunion extraordinaire de l'OPEP pour discuter de la question des prix.

«Nous n'avons reçu aucune demande sérieuse d'un pays de l'OPEP» pour convoquer une réunion d'urgence et «notre prochaine réunion aura lieu en juin», comme prévu.

Les cours du pétrole sont repartis à la baisse jeudi, après le rebond de la veille, les marchés se désespérant de l'abondance de l'offre d'or noir.

Vers 6h55, le prix du baril de « light sweet crude » (WTI) pour livraison en avril perd 3,22% à 43,22\$US, tandis que le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai, la référence au Québec, recule de 1,18% à 55,25\$US.

Lisez notre revue de marché du pétrole

Les cours avaient fini la séance sur un rebond mercredi, après un communiqué nuancé de la Réserve fédérale américaine sur la perspective d'une hausse des taux d'intérêt.

Le ministre koweïtien a jugé que la faible croissance économique mondiale, des facteurs géopolitiques et un dollar fort étaient parmi les principaux facteurs qui rendent le prix du pétrole très volatil.

Quand l'économie fait mentir les économistes

Bernard Mooney LesAffaires.com/ Publié le 18/03/2015

Quand les consommateurs font mentir les économistes... En théorie, le consommateur qui dépense moins pour faire le plein d'essence se retrouve avec plus d'argent pour acheter d'autres biens et services. Par conséquent, une baisse importante des prix pétroliers, certes négative pour les pétrolières, devrait favoriser bien d'autres secteurs de l'économie.

C'est en partie sur ce genre d'hypothèses que reposent bien des prévisions économiques, à juste titre. Sauf que jusqu'à maintenant, on attend toujours que cette théorie se transforme en réalité.

En effet, les plus récentes statistiques économiques américaines démontrent que le consommateur ne se comporte pas comme prévu. Par exemple, les ventes au détail sont nettement inférieures aux attentes.

Ainsi, mardi (hier), le ministère du commerce américain a annoncé que les ventes au détail avaient reculé 0,6% en février, après un recul de 0,8% en

janvier. Le déclin est généralisé, frappant tous les secteurs. Les économistes prévoient, en moyenne, une progression de 0,3%, ce qui représente un immense raté.

C'est la première fois depuis 2012 que les ventes au détail reculent pendant trois mois consécutifs.

C'est à peu près la même chose pour l'industrie de la construction résidentielle, souvent mentionnée comme bien placée pour profiter du «dividende pétrolier». Or, les mises en chantier ont reculé de 7% en janvier avant de plonger 17% en février par rapport à janvier.

Encore là, la réalité a été loin des attentes, les économistes prévoyant un recul de seulement 2,4%. Au moins, les données de janvier ont été révisées en hausse.

Il n'est donc pas surprenant de voir la production manufacturière ralentir. En février, elle a reculé de 0,2%, le troisième mois de baisse consécutif. Les économistes prévoient une augmentation de 0,1% en février.

Si vous suivez, vous comprenez qu'il y a là deux thèmes récurrents, soit la faiblesse de l'économie et le fait que les économistes sont trop optimistes.

D'abord, peu d'investisseurs seront épatés par l'idée qu'il est difficile de prédire l'économie. C'est ardu à long terme, imaginez de mois en mois.

Par contre, plusieurs d'entre vous commencent peut-être à vous demander s'il ne faut pas s'inquiéter face à ce refus de l'économie de partager l'enthousiasme des spécialistes face aux retombées de la baisse importante des prix pétroliers.

Universellement, toutes ces statistiques inférieures aux attentes ont été expliquées, au moins en partie, par la température. J'admets que cela peut être un facteur, mais je crois que c'est une excuse facile.

Selon moi, il faut creuser du côté de la psychologie du consommateur pour mieux expliquer le contexte actuel. Depuis le creux de la crise financière, l'Américain typique, durement frappé, a toujours été plus prudent qu'anticipé. Et je crois qu'il continue de l'être, malgré la grande amélioration des conditions économiques.

Il a donc choisi de mettre de côté les dollars économisés en faisant le plein, augmentant son épargne et remboursant ses dettes, au moins en partie. C'est

sage et favorable à long terme, mais cela nuit à court terme, du moins aux statistiques mensuelles et aussi à la crédibilité de nos économistes.

Bernard Mooney

Pétrole: après un bref sursaut, les prix rechutent

LesAffaires.com Publié le 19 mars 2015 à 06:56

Les cours du pétrole sont repartis à la baisse jeudi, après le rebond de la veille, les marchés se désespérant de l'abondance de l'offre d'or noir.

Vers 6h55, le prix du baril de « light sweet crude » (WTI) pour livraison en avril perd 3,22% à 43,22\$US, tandis que le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai, la référence au Québec, recule de 1,18% à 55,25\$US.

Les cours avaient fini la séance sur un rebond mercredi, après un communiqué de la **Réserve fédérale** (Fed) américaine nuancé sur la perspective d'une hausse des taux.

Toute hausse du dollar, qui accompagnera nécessairement une hausse de taux en le rendant plus rémunérateur, pénalise les acheteurs de pétrole, dont les échanges sont libellés en billets verts.

Mais l'optimisme des investisseurs n'a pas prévalu longtemps, les cours, qui ont chuté de près de 60% entre juin et janvier, restant plombés par les mêmes facteurs baissiers: une demande morose et un excès d'offre estimé à 1-1,5 million de barils par jour.

Or, le **département américain de l'Énergie** a annoncé mercredi une hausse hebdomadaire plus de deux fois plus importante que prévu (9,6 millions de barils contre 4,4 attendus) des réserves de pétrole.

« Ces données témoignent d'une aggravation de la surabondance globale, jusqu'à présent responsable de la chute des cours », a déclaré Shailaja Nair, analyste chez le fournisseur d'informations sur l'énergie Platts.

Daniel Ang, analyste chez Phillip Futures à Singapour, estime que les cours devraient rester faibles tant que l'équilibre offre/demande n'aura pas changé. « Les fondamentaux n'ont pas changé, et un sursaut des prix à la faveur de l'affaiblissement du dollar ne va pas changer cet état de fait », a-t-il déclaré.

Mercredi à la clôture, le prix du baril de WTI avait gagné 1,20 dollar à

44,66 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex).

Le baril de Brent avait rebondi encore plus fortement, prenant 2,40 dollars à 55,91 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres.